

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 18 mars 2026

Ils appelaient cela la real politique.

On ne dit pas «non» au pétrole russe - RT 17 mars 2026

Répétant toujours son mantra selon lequel les États-Unis seraient en train de « *gagner* » en Iran, le président Trump vient pourtant de subir une défaite géopolitique majeure. Faute d'avoir su anticiper l'ampleur des conséquences d'une attaque contre l'Iran sur le marché pétrolier mondial, Donald Trump a été contraint de tempérer ses propres promesses, lui qui jurait de couper l'Inde et les autres partenaires de Moscou de « *l'or noir* » russe.

Ce refrain s'est brusquement interrompu après le premier entretien téléphonique de l'année entre les dirigeants américain et russe. « *Nous levons également certaines sanctions liées au pétrole pour réduire les prix. Nous imposons actuellement des sanctions à certains pays. Nous allons suspendre ces sanctions jusqu'à ce que la situation se rétablisse. Si la paix revient, peut-être que nous n'aurons même plus besoin de les imposer à nouveau* », a-t-il déclaré.

Voici les raisons clés de cette décision : le marché pétrolier se trouve dans une « *tempête parfaite* », ses alliés et partenaires paniquent devant Trump, on prévoit une flambée des prix des carburants aux États-Unis, et aucune solution rapide n'est en vue.

Une part importante des exportations du Moyen-Orient est bloquée en raison de la fermeture du détroit d'Ormuz. Lors d'une réunion d'urgence, les ministres des Finances du G7 ont pris la décision de libérer conjointement les réserves pétrolières stratégiques. Mais cela ne calmera la situation que pour un temps.

Ainsi, Donald Trump a dû admettre que sans le pétrole russe, le marché énergétique mondial ne peut être stable. Une fois la décision politique prise à Washington, le processus a démarré et a même, pourrait-on dire, véritablement décollé.

Sous le coup de cette levée temporaire des restrictions américaines, environ 100 millions de barils de pétrole russe actuellement en transit sont sortis des neiges avec ce dégel.

Dès les premières heures ayant suivi la suspension des sanctions américaines, une file d'attente d'acheteurs s'est formée. Parmi eux, la chaîne CNBC a cité l'Inde et la Thaïlande, tout en mentionnant l'intérêt du Japon.

Rappelons qu'auparavant, Donald Trump avait présenté l'Inde comme un modèle de sa politique de sanctions pétrolières. En février, Washington et New Delhi avaient signé un accord-cadre prévoyant l'annulation des droits de douane de 25 % imposés à l'Inde à cause de ses achats de pétrole russe.

Cependant, cette dernière décision de Trump signifie qu'en cas d'augmentation des importations de pétrole russe par l'Inde, les États-Unis n'abandonneraient plus l'accord avec New Delhi.

Dans ce contexte, les experts s'interrogent sur les perspectives de livraisons massives de pétrole russe vers l'Inde, une fois le conflit régional terminé. Par ailleurs, les partisans européens d'un assouplissement des restrictions sur les hydrocarbures russes ont reçu un argument de poids dans leur débat avec Bruxelles. Ainsi, la Hongrie a appelé l'UE à suivre l'exemple américain et à alléger les sanctions contre le pétrole russe. « *Nous ne devons pas être à la botte de Zelensky* », a déclaré Péter Szijjártó, chef de la diplomatie hongroise.

Il est très symbolique que la levée des sanctions sur le pétrole russe a coïncidé avec un nouveau déplacement aux États-Unis de l'envoyé spécial du président russe, Kirill Dmitriev. Ce dernier a qualifié la décision de Trump d'« *autre précédent important démontrant que les sanctions sont inefficaces et produisent l'effet inverse de celui escompté* ». Les deux parties ne communiquent pas sur les résultats des négociations à Miami ; ce qui est logique : nombreux sont ceux qui souhaitent faire dérailler le processus, tant en Europe qu'aux États-Unis.

Pour sa part, l'Ukraine, bien entendu, continue d'en rêver.

À cet égard, l'objectif principal de la mission de Kirill Dmitriev était de transformer cette exemption temporaire de 30 jours en une annulation définitive, pour qu'au pétrole russe, on ne dise plus jamais « *non* ».

Iran.

Guerre en Iran et au Moyen-Orient: le chef de l'armée iranienne promet que la mort d'Ali Larijani sera "vengée" - BFMTV 18 mars 2026

Ali Larijani a été visé par "*des avions de combat américains et israéliens dans la maison de sa fille*", selon Fars. Un peu plus tard, les Gardiens de la Révolution ont annoncé qu'un barrage de missiles ayant visé Tel-Aviv dans la nuit avait été lancé en représailles à l'attaque qui a visé Larijani.

L'Afrique du Sud défend ses relations avec l'Iran face aux critiques américaines - RT 17 mars 2026

Pretoria n'a aucune raison de rompre ses relations avec Téhéran, a affirmé le 16 mars Zane Dangor, du Département des relations internationales. Il répondait aux critiques de l'ambassadeur américain, Leo Brent Bozell III, qui a qualifié les liens du pays avec l'Iran d'obstacle à de meilleures relations avec Washington.

Les derniers développements.

- Des drones visent des installations diplomatiques américaines à Bagdad

Au moins trois drones explosifs ont visé un site diplomatique américain à proximité de l'aéroport international de Bagdad, selon des sources policières. Le système de défense C-RAM a été activé. Les médias locaux font état d'une explosion suivie d'un incendie et d'un important dégagement de fumée.

Par ailleurs, des roquettes et un drone ont également ciblé l'ambassade des États-Unis dans la capitale irakienne. Les sirènes d'alerte ont retenti et une explosion a été entendue. Aucune information sur d'éventuelles victimes ou dégâts n'a été communiquée à ce stade.

- Trump affirme que la plupart des alliés de l'OTAN refusent de participer à l'opération contre l'Iran

Le président américain Donald Trump a déclaré que la majorité des pays membres de l'OTAN avaient informé Washington de leur intention de ne pas s'impliquer dans l'opération militaire contre l'Iran. Selon lui, ces États soutiennent toutefois la position américaine selon laquelle Téhéran ne doit en aucun cas se doter de l'arme nucléaire.

Dans un message publié sur Truth Social, Trump a critiqué l'attitude de l'Alliance, qu'il décrit comme une relation « *à sens unique* », estimant que les États-Unis assument des dépenses de défense considérables sans soutien équivalent en retour. Il a également affirmé que les « *succès militaires* » obtenus contre l'Iran rendaient toute assistance étrangère inutile.

Le président américain a par ailleurs étendu cette position à d'autres partenaires, notamment le Japon, l'Australie et la Corée du Sud, affirmant que les États-Unis n'avaient « *besoin de l'aide de personne* » dans ce conflit.

- Un haut responsable américain démissionne en signe de protestation contre la guerre en Iran

Joe Kent, directeur du Centre national de contre-terrorisme au sein de l'administration Trump, a annoncé sa démission, affirmant ne pas pouvoir « *soutenir en toute conscience* » la guerre en cours contre l'Iran. Dans un message publié sur X, il estime que Téhéran ne représentait « aucune menace imminente » pour les États-Unis.

Il affirme également que l'entrée en guerre aurait été motivée par des pressions d'Israël et de son lobby aux États-Unis. Cette prise de position intervient alors que le conflit au Moyen-Orient continue de susciter des divisions au sein des responsables américains.

- Iran aurait touché une cible près du bureau de Netanyahu à Jérusalem

Selon l'agence iranienne SNN, des missiles tirés par l'Iran ont atteint une cible située à quelques mètres du bureau du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à Jérusalem.

SNN précise que les projectiles sont tombés à proximité immédiate du bâtiment, sans donner davantage de détails sur d'éventuelles victimes ou dégâts matériels.

- Un radar américain AN/FPS-117 détruit en Arabie saoudite, selon les médias iraniens

Les médias iraniens rapportent qu'un drone iranien aurait détruit un radar américain de type AN/FPS-117 situé à l'aéroport de Qaisumah, dans le nord-est de l'Arabie saoudite.

Selon ces sources, ce type de radar constitue un élément clé des systèmes de défense aérienne, capable de détecter avions, missiles et drones à plusieurs centaines de kilomètres.

France.

Elections municipales. Ils le disent eux-mêmes

A les entendre les masses sont devenues "*allergiques*" aux institutions de la Ve République : Alors abattons-la !

- La participation s'est établie à 57,17%, soit six points de moins qu'en 2014. Il s'agit du deuxième taux le plus faible sous la Ve République.

Plus largement, alors que les élections municipales étaient théoriquement celles qui suscitaient le plus d'intérêt avec l'élection présidentielle, nous assistons à un phénomène de désenchantement démocratique, d'indifférence, voire d'allergie. (C'est Merlin l'enchanteur qui leur a fait croire qu'ils vivaient en démocratie, et ils l'ont cru. Toutes les illusions ont une fin, surtout celles bâties sur des sables mouvants. – J-C)

C'est un phénomène redoutable, qui n'est pas uniquement français mais qui est très accentué en France et qui vient de se manifester de nouveau.

En cause à gauche parmi les plus radicalisés : L'électorat musulman, un électorat jeune, un électorat ouvrier et un électorat d'intellectuels mal payés. Source : BFMTV 17 mars 2026

J-C - Après, on nous racontera qu'il n'y aurait pas une réserve importante de travailleurs pour construire le parti, en fait elle a toujours existé, mais on a toujours été incapable de l'exploiter.

Les élections municipales ont donné lieu aux traditionnels marchandages entre vulgaires boutiquiers ou minables affairistes, à toutes sortes d'arrangements honteux ou compromissions sur fond d'escroquerie politique et de corrompus quasi généralisés, spécialement au niveau des grandes villes ou des villes moyennes où il y a pas mal de fric à se faire et d'avantages en nature à rafler sur fond de népotisme pratiqués par les potentats locaux.

Savez-vous pour qui et pour quoi vous avez voté ?

J-C - Voilà ce qui arrive quand on n'a pas de conscience de classe ou pas de conscience du tout.

Quand ils disent tout haut ce qu'ils pensent tout bas. Ils ont élu « un fils de pute, « un enculé »

À Arcachon, une vidéo montre le maire Yves Foulon insulter et menacer son opposant Vital Baude devant un bureau de vote - HuffPost 18 mars 2026

Dimanche 15 mars dernier, devant un bureau de vote d’Arcachon, la matinée du premier tour des élections municipales se déroule comme dans beaucoup d’autres villes. Des électeurs entrent et sortent, les panneaux d’affichage de campagne bordent le trottoir. C’est justement là que le maire sortant, Yves Foulon (LR), croise son principal opposant, le candidat écologiste Vital Baude. Et que la discussion dégénère presque immédiatement.

Dans la vidéo publiée mardi soir par le média Vakita, le maire s’approche et lance à son adversaire : *« Si je pouvais vous coincer derrière les poubelles, ça me ferait plaisir de vous mettre une branlée. »* Vital Baude tente de garder son calme. *« Ce n’est pas du niveau d’un maire de dire ça, monsieur le maire »,* répond-il.

Mais l’échange s’envenime encore. Dans la séquence, l’élus poursuit les insultes : *« Vous êtes un fils de pute, vous êtes un enculé. »* Puis menace : *« Ça va être terrible pour vous et votre famille. »*

La scène dure plusieurs minutes. Elle a été captée par un réalisateur indépendant qui suit alors la campagne du candidat écologiste pour un documentaire. Vital Baude portait alors un micro-cravate, ce qui permet d’entendre l’intégralité de la discussion.

Le candidat, arrivé deuxième du scrutin avec 20,45 % des voix, accuse le maire d’injures, de menaces et de violences sans incapacité de travail.

Le parquet de Bordeaux a confirmé l’ouverture d’une enquête pour menace, injure non publique et violences.

Le même jour, Yves Foulon a pourtant été réélu dès le premier tour avec 66,51 % des voix, loin devant Vital Baude et le candidat du Rassemblement national Laurent Lamara.

En famille la réaction fusionne.

Municipales 2026 à La Réunion : Deux frères candidats fusionnent leurs listes pour reconquérir la mairie de leur père - 20 Minutes/AFP 17 mars 2026

Deux frères ont annoncé mardi la fusion de leurs listes pour le second tour des élections municipales de cette commune d’environ 60.000 habitants dans l’est de La Réunion, dans l’espoir de reconquérir la ville dirigée par leur père pendant plus de quarante ans.

Laurent Virapoullé, 52 ans, directeur général d’une entreprise de pêche à la légine (un gros poisson carnassier dont la chair est appréciée au Japon et aux États-Unis) soutenu par le RN, avait obtenu 21,7 % des voix dimanche. Son frère Jean-Marie, 56 ans, médecin et candidat DVD, en avait recueilli 20,8 %. Ensemble, ils espèrent devancer le maire sortant divers gauche Joé Bédier, arrivé en tête avec 30 %. Éric Fruteau, ancien maire, arrivé quatrième du premier tour avec 16,49 %, a lui annoncé son retrait, sans consigne de vote.

En famille, pour la réaction le fascisme est "le moindre mal".

À Paris, le désistement de Knafo redonne de l'élan à Dati - AFP 18 mars 2026

Peu avant la clôture du dépôt des listes mardi, l'eurodéputée d'extrême droite Sarah Knafo a créé la surprise en annonçant son désistement à Paris, appelant ses électeurs à *"chasser la gauche"*. Une décision qui redonne de l'élan à Rachida Dati en vue du second tour des municipales.

L'annonce a aussitôt fait réagir. *"Aujourd'hui, une nouvelle élection commence. Nous pouvons gagner Paris face à la gauche radicale"*, a réagi sur la plateforme X Nelly Garnier, porte-parole de campagne de Rachida Dati.

Pour le conseiller LR David Alphan, le choix de la zemmouriste *"démontre que la volonté d'alternance est largement partagée par-delà les différences politiques"*.

Une décision également qualifiée de *"sage et responsable"* sur X par le patron des LR Bruno Retailleau.

En famille. Confirmation : Le PS figure dans le camp de nos ennemis.

À Strasbourg, cette alliance baroque entre la gauche et la droite fâche tout le monde - HuffPost 17 mars 2026

A Strasbourg, avec l'alliance inattendue entre la candidate socialiste Catherine Trautmann et le candidat Horizons Pierre Jakubowicz pour le deuxième tour.

Lors de la première manche dimanche 15 mars, l'ancienne ministre PS était arrivée en tête avec 25,93 % des voix, juste devant le candidat LR Jean-Philippe Vetter (24,23 %), la maire sortante écolo Jeanne Barseghian (19,72 %) et l'insoumis Florian Kobryn (12,03 %). Pierre Jakubowicz avait recueilli quant à lui 5,10 % des suffrages.

Fondé par Édouard Philippe, Horizons représente l'aile droite du bloc central, et propose des mesures qui feraient bondir n'importe quel socialiste. Parmi elles, entre autres, la retraite à 67 ans. En outre, le parti philippiste n'éprouve pas la moindre pudeur à travailler avec le RN à l'Assemblée nationale. Mais en politique, parfois, l'essentiel est de s'accorder sur un ennemi commun. Ici, donc, la maire écologiste sortante appuyée par LFI.

La tiers-mondialisation de la France

Accès aux soins : les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous augmentent et avec eux "la colère" des Français – FranceInfo 17 mars 2026

Alors que les Français attendent de plus en plus longtemps pour obtenir un rendez-vous chez un professionnel de santé, neuf sur dix (90%) se disent en *"colère face au manque de moyens alloués l'hôpital public et aux conditions de travail du personnel soignant"*, selon le dernier baromètre de l'accès aux soins de la Fédération hospitalière de France, consulté mardi 17 mars en exclusivité par franceinfo.

Près de deux Français sur trois (63%) assurent avoir "*peur*" de devoir être hospitalisés "*au vu de la situation actuelle des hôpitaux*". Un chiffre qui monte aux trois quarts des répondants en Bourgogne-Franche-Comté (75%), et à 82% pour ceux habitant en Martinique. La quasi-totalité des Français (95%) sont en revanche "*reconnaissants*" envers les professionnels de santé "*qui s'efforcent de maintenir la qualité des soins malgré un contexte difficile*".

Les trois quarts des Français (73%) ont déjà renoncé à au moins un acte de soin ces cinq dernières années. Parmi les raisons avancées par les répondants, le délai d'attente pour obtenir un rendez-vous (59%), le budget (40%) et la distance à parcourir (38%)

Par rapport à 2019, il faut, selon cette enquête, attendre trois fois plus longtemps pour consulter un médecin généraliste, soit 12 jours en moyenne. Il faut quatre mois et demi d'attente en moyenne pour obtenir un rendez-vous chez un dermatologue, libéral ou à l'hôpital, trois mois pour un cardiologue, deux mois ou plus pour un ophtalmologue, un ORL, un gynécologue ou un psychiatre.

J-C- En Inde, vous obtenez un rendez-vous avec un spécialiste dans les jours qui viennent dans tous les cas de figure. Dans le privé, dans la journée ou le lendemain. N'importe quel médecin vous reçoit le jour même. Si nécessaire, vous serez hospitalisé et opéré à l'hôpital ou en clinique quelques jours plus tard ou le lendemain en cas d'urgence.

Mon commentaire qu'ils ont publié.

Vous avez été voté, c'est que vous en redemandez !

La France se tiers-mondise par tous les bouts.

Vous avez cru qu'il suffirait d'avoir des revenus ou un niveau de vie ou un mode de vie confortable pour avoir une existence agréable, eh bien, vous aviez tout faux, c'est raté !

Dans toute chose, ce qu'ils vous accordent d'une main, ils le reprennent de l'autre sous une forme ou une autre, ils vous pourrissent la vie.

Vous avez été largement indifférents aux malheurs du monde, vous ne vous sentiez pas réellement concernés parce que jusqu'à maintenant vous n'étiez pas directement affectés, ce temps-là est résolu. Alors soit vous le subissez, soit vous prenez en mains votre destin et vous vous engagez dans le combat politique pour faire table rase, abolir le capitalisme et ses institutions. luttedeclassé (ajoutez .org)

Inde.

Lu.

Le nombre annuel moyen de conflits du travail est passé de 354 entre 2006 et 2014 à seulement 76 entre 2015 et 2023. En outre, le nombre de journées-personnes perdues en raison de grèves et de lock-out a considérablement diminué, passant de 20,3 millions en 2006 à seulement 0,34 million en 2023.

Selon le World Inequality Lab (2024), le 1 % le plus riche des Indiens détient 22,6 % du revenu national et 40,1 % de la richesse nationale, les niveaux les plus élevés enregistrés depuis des décennies. En contraste saisissant, la moitié la plus pauvre de la population ne revendique que 15 % du revenu total.